



Motion de soutien aux étudiant-e-s et personnels de l'université en lutte à Nancy

L'Union locale CGT de Nancy apporte son soutien aux étudiant-e-s en lutte contre les lois ORE et Parcoursup qui, si elles sont appliquées, aboutiront au renforcement de la sélection pour l'entrée à l'université. Cette sélection affectera évidemment en premier lieu les jeunes des couches populaires de la société.

L'Union locale est attachée à l'accès libre à l'enseignement supérieur pour toutes et tous les bachelier-e-s. Depuis 30 ans au moins, et la tristement célèbre Loi Devaquet, qu'un mouvement étudiant et lycéen avait heureusement repoussée, les gouvernements successifs ont voulu restreindre l'accès à l'université. Tous ont dégradé l'enseignement supérieur au nom de contraintes budgétaires, de prétendue autonomie et d'élitisme (LMD, LRU entre autres).

Depuis tout autant de temps, les conditions de vie et d'étude des étudiant-e-s, particulièrement celles et ceux issu-e-s de la classe ouvrière, n'ont cessé de se dégrader à l'instar des conditions de vie et de travail de la grande majorité de la population française. La sélection se fait aussi de cette manière. Tout comme elle s'effectue par le manque de moyens, par les amphis et les TD surchargés...

Face aux difficultés que rencontrent les universités et la jeunesse étudiante, ce n'est pas de plus de sélection dont on a besoin, mais de moyens supplémentaires en termes d'enseignants et de personnel non-enseignants (non précarisés et non surchargés de travail), de budget à la hauteur des besoins et des enjeux. C'est aussi par l'accroissement des moyens pour permettre à toutes et tous les étudiant-e-s de vivre correctement – logement, repas, transports, loisirs et cultures, etc. – sans avoir à travailler, qu'on répondra à la réussite dans les études supérieures.

L'argent existe pour cela dans les coffres des capitalistes. Mais ce gouvernement, comme les précédents, préfère faire des milliards d'euros de cadeaux aux 1% les plus riches plutôt que de répondre à l'ensemble des besoins sociaux des salariés du public comme du privé, des jeunes et des retraités.

Notre solidarité va donc pleinement à celles et ceux, étudiant-e-s, personnels enseignants ou non-enseignants, qui, à la faculté de Lettres et Sciences Humaines de Nancy, et des autres universités en lutte en France, relèvent la tête, luttent et résistent contre l'accroissement des inégalités sociales que ces nouvelles réformes représentent. Leur combat est aussi le nôtre. Nous avons la ferme volonté de construire concrètement la convergence de tous les secteurs de la société qui entrent en lutte contre la politique de ce gouvernement de milliardaires qui ne sert que les intérêts des milliardaires : des cheminots aux hôpitaux ou aux postier-e-s en passant par les universités, de Presstalis à PagesJaunes, dans les ZAD...

Nous nous opposons à toute répression de la part de l'administration de l'Université, à la fermeture administrative du campus. Nous nous opposons à toute répression et évacuation du campus par les forces de police dont on a vu, ces derniers jours, à Nanterre, Lille, Grenoble ou Strasbourg, etc. qu'elles n'hésitent pas à matraquer, gazer et arrêter notre jeunesse dont le seul tort est de refuser légitimement le mauvais sort qui lui est fait et l'absence d'avenir autre, dans le meilleur des cas, que de devenir de la chair à patrons ! La répression contre les étudiant-e-s, les militant-e-s du mouvement social, en particulier les syndicalistes combatif-ve-s, n'est que l'autre facette de la politique de destruction massive des droits et acquis sociaux et démocratiques menée depuis plusieurs années. C'est toutes et tous ensemble que nous devons y faire face.

Nous appelons l'ensemble des syndicats CGT et syndiqué-e-s de notre périmètre à apporter leur soutien aux étudiantes et étudiants en lutte. A leur apporter des motions de soutien et à être présents sur le campus si toutefois les autorités prenaient la décision de faire de la faculté de Lettres de Nancy un nouvel exemple de répression. Nous appelons les étudiantes et étudiants en lutte à venir rejoindre les journées d'actions et de grève des salarié-e-s en particulier celle du 19 avril prochain et le cortège du 1^{er} Mai.